



Déclaration de la FNEC FP Force Ouvrière à la Formation Spécialisée Sécurité et Conditions de Travail du Finistère – 25 septembre 2025

La jeunesse refuse le monde de Macron, un monde où règne l'ultra-libéralisme, fait à la mesure des riches et pour les plus riches, un monde où les prédateurs capitalistes sont prêts à aller jusqu'au bout de l'exploitation des ressources naturelles pour satisfaire leur soif de profits.

Elle a bien raison de se révolter cette jeunesse dans des actions de blocage, dans les facultés, à Bure, le 20 septembre dernier, par exemple, pour empêcher l'enfouissement de déchets nucléaires.

La réponse de Macron et de ses gouvernements c'est une répression toujours plus forte, c'est cogner sur la jeunesse et tous ceux qui revendiquent la justice sociale, fiscale, l'abrogation de tous les mesures anti-sociales de Macron et de ses gouvernements : à commencer par la scélérate réforme des retraites Macron-Borne, la réforme de l'assurance chômage, les décrets sur le déremboursement des médicaments et actes médicaux, le gel des prestations sociales et des salaires, la désindexation des pensions et retraites, les coupes dans les service publics, la remise en cause de la 5ème semaine de congés payés...

On le sait depuis l'arrivée de Macron au pouvoir, la France n'est plus une démocratie à part entière, à considérer qu'elle l'aurait été auparavant. Démocratie défailante, c'est ainsi qu'elle désormais catégorisée.

Et en réponse aux revendications, le gouvernement envoie des véhicules blindés face aux manifestants à Bure, réprime les manifestants du 10 septembre dans le cadre du mouvement social « Bloquons tout », réprime les mouvements étudiants qui dénoncent le génocide mené par Israël en Palestine. Ici même à Brest, la Présidence de la Fac de Brest a retiré le statut d'association au collectif « Poing levé là-bas » qui a dénoncé le partenariat entre la faculté et Thalès, entreprise complice du génocide en Palestine. Les Présidents d'Université ferment les campus pour empêcher les Assemblées Générales étudiantes. A Nantes il est question d'interdire la liberté d'expression aux Etudiants et d'autoriser la police à intervenir sur la campus sans l'aval de la Présidence de la Fac.

Pour FO cette répression doit cesser immédiatement !

Macron et ses alliés d'extrême droite présents dans ses gouvernements illégitimes et à l'Assemblée Nationale, n'arrivera pas à faire taire la population qui est en état de légitime défense face à cette politique de casse sociale.

Des services publics de qualité avec des personnels sous-statuts voilà ce que souhaitent les travailleurs.euses.

Alors évidemment cela commence par un statut pour les AESH de l'Education Nationale. Au lieu de ça le gouvernement dégrade encore leur situation par la mise en place des Pôles d'Appui à la Scolarité et le 30 septembre dans l'Académie de Rennes se tiendra une Commission Consultative Paritaire pour valider le licenciement d'une trentaine d'AESH qui ont refusé de signer l'avenant concernant l'extension des PIAL. Pour FO aucun licenciement de collègues AESH.

Dans le PIAL de Quimperlé, il y a eu des déplacements autoritaires de collègues AESH alors que cela se passait bien dans leur école et que les collègues n'avaient rien demandé. FO demande que les collègues aient une affectations qui leur convienne.

FO s'inquiète de fiches RSST qui relatent des violences physiques sur les personnels du premier degré dès ce début d'année scolaire. FO demande que des mesures de protection concrètes soient prises en urgence.

Enfin FO dénonce le fait que les évaluations d'écoles et d'établissements soient présentées comme obligatoires par les IEN et par des chefs d'établissement alors que ce dispositif ne relève pas des obligations de service. Les personnels ne doivent pas subir de pression pour y participer.

Et les professeurs des Ecoles qui ne souhaitent pas y participer doivent être sortis du dispositif.

De même, dans le 1^{er} degré, FO vous demande de réaffirmer le cadre réglementaire : 18 heures de formation obligatoires. Tout le reste ne repose que sur la base du volontariat et aucun collègue ne doit subir de pression pour y participer.

Des services publics de qualité cela signifie des créations de postes statutaires pour l'Ecole qui manque de personnels administratifs, de postes d'enseignants, de postes Vie Scolaire et de postes médico-sociaux, cela signifie l'ouverture de lits d'hôpitaux et des personnels dans tous les services de la Fonction Publique.

Nous avons appris par voie de presse la fermeture du site de l'INSPE de Quimper. Pour FO c'est non car cela signifie une dégradation des conditions de vie et de travail des personnels qui vont voir leur temps de trajet augmenter de manière importante, voire des suppressions de postes d'agents. Quant aux annonces concernant l'INSPE de Lorient qui pourrait être confiée à l'Université catholique de l'Ouest sont plus qu'inquiétantes. Ce serait une attaque supplémentaire contre l'Ecole publique.

L'employeur se doit de protéger ses personnels. Nous ne saurions terminer cette déclaration sans évoquer de notre collègue Caroline Grandjean qui s'est donné la mort le jour de la rentrée scolaire, après des années de discrimination homophobe, d'insultes, de diffamation subie sur son école, et de menaces de mort.

Cette nouvelle tragédie émeut profondément l'ensemble de la profession et bien au-delà.

A l'évidence cette collègue n'a pas été protégée et soutenue par l'Administration à hauteur de ce qu'elle subissait.

Nous adressons nos sincères condoléances à sa famille, ses proches, ses Collègues